



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 juillet 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, M. CASTETS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. GABARD, Mme FLORENTIN à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à Mme MERCHADOU, Mme BERTHIOT à M. RIMARK, Mme LUCKHAUS à Mme HIMPENS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Ketty BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 5

Abstention : 0

23 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS - CASERNEMENT- AVENANT

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Dans le cadre du projet de « réouverture des volets » dans la Citadelle, des conventions d'occupation temporaires (COT) du domaine public constitutives de droits réels sont établies entre la ville de Blaye et des porteurs de projets pour l'occupation et l'utilisation de bâtiments de la Citadelle, ensemble classé au titre des Monuments Historiques.

Celles-ci ont notamment pour objectif de préserver et de restaurer ces bâtiments.

Ainsi, conformément à la délibération du conseil municipal du 4 mars 2014, Mme Sanchez (société « Autour de la Citadelle ») a signé une convention le 9 avril 2014 pour la création d'une boutique de souvenirs au sein de deux casernements situés avenue 144 RI.

L'article 6 paragraphe 3 de la convention précise que :

« Le dossier de demande d'autorisation prévue par l'article L621-9 du Code du patrimoine devra être déposé auprès des services compétents dans un délai de douze (12) mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention ».

Or, au 9 avril 2015, ce dossier de demande d'autorisation de travaux n'était pas encore déposé auprès de la DRAC.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant à cette convention, afin d'intégrer cet ajustement concernant le dépôt de demande d'autorisation de travaux, en accordant un délai supplémentaire de trois mois (soit une durée totale de 15 mois).

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 26 juin 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 09/07/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150707-21547-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

